

**Art. 20.** La ministre flamande qui a l'environnement, l'aménagement du territoire et la nature dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 février 2024.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La ministre flamande de la Justice et du Maintien, de l'Environnement  
et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme,

Z. DEMIR

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/002905]

**7 MARS 2024. — Décret transposant certains aspects de la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union en Communauté française (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret transpose partiellement la directive 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union.

**Art. 2.** Au sens du présent décret, on entend par :

1. « signalement » ou « signaler » : le signalement réalisé en application des dispositions législatives et réglementaires transposant la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union en Communauté française ;

2. « divulgation publique » ou « divulguer publiquement » : la mise à disposition dans la sphère publique d'informations en application des dispositions législatives et réglementaires transposant le chapitre IV de la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union en Communauté française ;

3. « représailles » : tout acte ou omission direct ou indirect qui intervient dans un contexte professionnel, est suscité par un signalement interne ou externe ou une divulgation publique, et qui cause ou peut causer un préjudice injustifié à l'auteur de signalement ;

4. « donnée personnelle » : donnée à caractère personnel au sens de l'article 4.1 du Règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) ;

5. « RGPD » : Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ;

6. « référent intégrité » : la personne désignée chargée de recevoir et enquêter sur les signalements internes, conformément à la procédure arrêtée par le Gouvernement dans le cadre de la transposition de la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union.

#### CHAPITRE 1 — *Sanctions*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Seront punies d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de vingt-six euros à dix mille euros toutes personnes physiques ou morales qui :

1° entravent ou tentent d'entraver la réalisation d'un signalement ;

2° exercent des représailles contre les auteurs de signalement ou de divulgation publique ;

3° intentent des procédures abusives contre les personnes visées au point 2°.

La peine d'emprisonnement maximale prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> est portée à deux ans lorsque l'auteur de l'infraction :

1° soit, a tiré un avantage matériel personnel direct ou indirect de l'irrégularité signalée ou dont le signalement est entravé ;

2° soit, avait connaissance de la matérialité de l'irrégularité alléguée lorsque celle-ci a un caractère frauduleux.

§ 2. Seront punies d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six euros à dix mille euros les personnes faisant sciemment usage des modes de signalement ou de divulgation institués par les dispositions décretales et réglementaires visées au paragraphe 1<sup>er</sup> pour diffuser de fausses allégations.

La peine d'emprisonnement maximale prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> est portée à un an lorsqu'un des mobiles du délit est la volonté de nuire à une ou plusieurs personnes physiques déterminées.

#### CHAPITRE 2 — *Secret professionnel*

**Art. 4.** Les personnes soumises à une obligation de secret en vertu de l'article 458 du Code pénal ou par une norme législative ou réglementaire de la Communauté française ne violent pas cette obligation lorsqu'elles divulguent les secrets dont elles sont dépositaires et que les conditions suivantes sont réunies :

1° la divulgation intervient dans le cadre d'un signalement ou d'une divulgation publique effectué dans les formes et conditions prévues ;

2° l'auteur de la divulgation a des motifs raisonnables de penser que le signalement est fondé et qu'il n'est pas possible d'informer l'autorité compétente de la violation sans cette divulgation ;

3° la divulgation n'excède pas ce qui est nécessaire à un signalement effectif de la violation concernée.

CHAPITRE 3 — *De la protection des données à caractère personnel*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le référent intégrité traite des données personnelles dans le cadre de ses missions afin d'assurer la réception du signalement, la prise de connaissance du signalement et éventuellement l'instruction de celui-ci.

§ 2. Le responsable du traitement visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est le service du Gouvernement ou l'organisme d'intérêt public au sein duquel le référent intégrité exerce ses fonctions.

Si le référent des services du Gouvernement exerce ses fonctions pour le compte d'un organisme, le responsable du traitement est l'organisme au sein duquel le signalement est effectué.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le référent intégrité traite les catégories et les données personnelles pour les personnes concernées suivantes :

1° les données d'identification et les données de contact relatives à un membre du personnel, du stagiaire, du stagiaire externe ou de l'ancien membre du personnel qui effectue un signalement ;

2° les données d'identification et les données de contact des personnes qui font l'objet d'un signalement d'une irrégularité ;

3° les données d'identification et les données de contact de toute personne éventuellement concernée par un signalement parce qu'elle aurait contribué, été témoin ou victime d'une irrégularité ou parce qu'elle pourrait apporter des éléments d'information dans le cadre de l'instruction menée par le référent intégrité ;

4° toute autre donnée nécessaire transmise par l'auteur du signalement ou recueillie dans le cadre des missions du référent intégrité telles qu'arrêtées par le Gouvernement se rapportant aux personnes listées aux points 1° à 3°.

§ 2. Les données personnelles visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1, 4°, qui ne sont manifestement pas pertinentes pour le traitement d'un signalement spécifique ne sont pas traitées.

Des garanties organisationnelles et techniques spécifiques sont mises en place par le responsable de traitement pour garantir leur sécurité et leur non-diffusion.

Au terme du délai de conservation visé à l'article 9, les données personnelles sont supprimées avec l'ensemble du dossier.

§ 3. Le référent intégrité peut obtenir les données visées au paragraphe 1 directement auprès des services du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française ou d'un organisme public.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Le référent intégrité ne transmet les données personnelles visées à l'article 6 § 1<sup>er</sup> que dans les cas suivants :

1° en cas d'autorisation expresse donnée par la personne visée par la divulgation ;

2° il estime que la procédure prévue à l'article 29 du Code d'instruction criminelle doit s'appliquer ;

3° pour informer le Secrétaire général s'il s'agit des services du Gouvernement ou le fonctionnaire dirigeant s'il s'agit d'un organisme public, de l'identité de la ou des personnes qui font l'objet d'un signalement afin de prendre les mesures adéquates ;

4° si cela apparaît nécessaire et proportionné, dans le cadre d'enquêtes menées par les autorités compétentes en matière de recherche d'infractions ou dans le cadre de procédures judiciaires, en vue de sauvegarder les droits de la défense des personnes mises en cause ;

5° au délégué à la protection des données du responsable du traitement lorsque le signalement est en lien avec ses missions.

§ 2. Lorsque, en application du paragraphe 1<sup>er</sup>, l'identité d'une personne, ou toute autre information à partir de laquelle cette identité peut être directement ou indirectement déduite, peut être transmise ou divulguée, le référent intégrité en informe, au préalable, la personne visée par cette transmission ou divulgation et lui indique les motifs justifiant ce transfert ou cette divulgation, à moins que cette information préalable ne risque de compromettre les enquêtes ou les procédures judiciaires en cours.

Le référent intégrité informe les membres du personnel visés par un signalement qu'ils font l'objet d'une instruction, sauf si cette information met en péril le bon déroulement de l'instruction.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'il existe un risque d'entrave, d'empêchement, d'obstruction ou de retardement du suivi du signalement, en application de l'article 23 du RGPD, le responsable du traitement visé à l'article 5, § 2, peut prévoir que les articles 12 à 22 et 34 du RGPD, ainsi que le principe de transparence du traitement visé à l'article 5 du RGPD, ne s'appliquent pas au traitement visé à l'article 18, § 1<sup>er</sup>.

§ 2. Les restrictions visées au paragraphe 1<sup>er</sup> s'appliquent aux canaux de signalement interne et aux autorités compétentes, et pour toutes les données traitées en leur sein.

§ 3. Les restrictions s'appliquent à compter de la date du signalement et pour toute la durée de la procédure.

§ 4. Le responsable du traitement visé à l'article 5, § 2, notifie aux personnes concernées de manière proactive les restrictions visées au paragraphe 1<sup>er</sup> et mentionne explicitement les voies de recours prévues par le RGPD et la réglementation en vigueur.

Lors de la réception d'une demande d'information ou d'accès ou dans le cas d'une demande de rectification, le responsable du traitement visé à l'article 5, § 2, après avis du délégué à la protection des données, s'assure que le demandeur est informé de manière réactive conformément à l'article 12 du RGPD.

**Art. 9.** Les données personnelles visées à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, sont conservées cinq ans à dater de l'expiration de la période de sept jours suivant un signalement écrit ou oral.

Pour respecter les délais légaux en cas de poursuite pénale ou d'action judiciaire, les données sont conservées dix ans à dater de l'expiration de la période de sept jours suivant un signalement écrit ou oral.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Afin d'assurer la sécurité des données personnelles visées à l'article 6 § 1<sup>er</sup>, le responsable du traitement visé à l'article 5, § 2, prend au minimum des mesures spécifiques relatives aux locaux et aux solutions informatiques mises à disposition du référent intégrité.

§ 2. Les mesures relatives aux locaux doivent au minimum prévoir les modalités d'accès en fonction du niveau de classification des données.

§ 3. Les mesures relatives aux solutions informatiques doivent au minimum prévoir les éléments suivants :

- a) gestion des comptes administrateurs ;
- b) gestion des identifiants ;
- c) gestion de l'authentification appropriée à la classification de l'information ;
- d) gestion des accès dans la solution informatique restreinte conformément à la classification des données ;
- e) gestion des accès au code source ;
- f) gestion de la capacité (monitoring et suivi) ;
- g) gestion des vulnérabilités ;
- h) gestion des incidents ;
- i) gestion de la traçabilité ;
- j) gestion de la sécurité du réseau.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 7 mars 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,  
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,  
de l'Égalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé,  
de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,  
F. BERTIEAUX

La Ministre de l'Éducation,  
C. DESIR

—  
Note

(1) Session 2023-2024

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 646-1 – Rapport de commission, n° 646-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 646-3

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 6 mars 2024.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/002905]

**7 MAART 2024. — Decreet tot omzetting van bepaalde aspecten van de Richtlijn (EU) 2019/1937 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2019 inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden in de Franse Gemeenschap (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet strekt tot gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2019/1937 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2019 inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden.

**Art. 2.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1. "melding" of "melden": de melding die wordt gegeven overeenkomstig de wet- en regelgeving tot omzetting van Richtlijn (EU) 2019/1937 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2019 inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden in de Franse Gemeenschap;

2. "openbaarmaking" of "openbaar maken": het publiek toegankelijk maken van informatie overeenkomstig de wet- en regelgeving tot omzetting van hoofdstuk IV van Richtlijn (EU) 2019/1937 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2019 inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden in de Franse Gemeenschap;

3. "represaille": een directe of indirecte handeling of nalatigheid die in een werkgerelateerde context plaatsvindt naar aanleiding van een interne of externe melding of openbaarmaking, en die tot ongerechtvaardigde benadeling van de melder leidt of kan leiden;

4. "persoonsgegevens": persoonsgegevens in de zin van artikel 4.1 van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens (algemene verordening gegevensbescherming) ;

5. "AVG": Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming);

6. "integriteitsreferent": de aangewezen persoon die verantwoordelijk is voor het ontvangen en onderzoeken van interne meldingen, overeenkomstig de procedure die door de regering is vastgesteld in het kader van de omzetting van Richtlijn (EU) 2019/1937 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2019 inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden in de Franse Gemeenschap.

#### HOOFDSTUK 1 — *Sancties*

**Art. 3.** § 1. Worden bestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot tienduizend euro alle natuurlijke of rechtspersonen die :

- 1° een melding belemmeren of trachten te belemmeren;
- 2° represailles nemen tegen melders of auteurs van openbaarmaking;
- 3° onnodige of tergende procedures aanspannen tegen de personen bedoeld in punt 2°.

De maximumgevangenisstraf bedoeld in het eerste lid wordt verhoogd tot twee jaar indien de overtreder :

1° direct of indirect persoonlijk materieel voordeel heeft behaald uit de gemelde onregelmatigheid of waarvan de melding wordt belemmerd ;

2° kennis had van de vermeende onregelmatigheid wanneer deze frauduleus van aard is.

§ 2. Worden bestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met een geldboete van zesentwintig euro tot tienduizend euro personen die willens en wetens gebruikmaken van de meldings- of openbaarmakingsmethoden die zijn vastgelegd in de decreten en verordeningen bedoeld in paragraaf 1 om valse beschuldigingen te verspreiden.

De maximumgevangenisstraf bedoeld in het eerste lid wordt verhoogd tot een jaar wanneer een van de motieven van het misdrijf de wens is om één of meer specifieke natuurlijke personen te schaden.

#### HOOFDSTUK 2 — *Beroepsgeheim*

**Art. 4.** Personen die onderworpen zijn aan een geheimhoudingsplicht krachtens artikel 458 van het Strafwetboek of krachtens een wet- of regelgevende norm van de Franse Gemeenschap schenden deze verplichting niet wanneer zij de geheimen waarvan zij houder zijn onthullen en aan de volgende voorwaarden is voldaan:

- 1° de openbaarmaking geschiedt in het kader van een melding of een openbaarmaking overeenkomstig de vastgelegde vormen en voorwaarden ;
- 2° De auteur van de openbaarmaking heeft redelijke gronden om aan te nemen dat de melding gegrond is en dat het zonder de melding niet mogelijk is het bevoegd gezag van de schending op de hoogte te stellen; onder de melding;
- 3° de openbaarmaking gaat niet verder dan wat nodig is om de betreffende schending effectief te melden.

#### HOOFDSTUK 3- — *Bescherming van persoonsgegevens*

**Art. 5.** § 1. De integriteitsreferent verwerkt persoonsgegevens in het kader van zijn of haar opdrachten om de melding te ontvangen, kennis te nemen van de melding en deze, indien nodig, te onderzoeken.

§ 2. De verantwoordelijke voor de verwerking bedoeld in paragraaf 1 is de dienst van de Regering of de instelling van openbaar nut waarin de integriteitsreferent zijn/haar opdrachten uitvoert.

Als de referent van de diensten van de Regering zijn ambten uitvoert namens een instelling, is de verantwoordelijke voor de verwerking de instelling waarin de melding wordt afgegeven.

**Art. 6.** § 1. De Integriteitsreferent verwerkt de categorieën en persoonsgegevens van de volgende betrokkenen:

- 1° identificatie- en contactgegevens van een personeelslid, stagiair, externe stagiair of voormalig personeelslid dat de melding afgeeft ;
- 2° de identificatie- en contactgegevens van personen die het voorwerp uitmaken van een melding van een onregelmatigheid ;
- 3° de identificatie- en contactgegevens van eenieder die betrokken kan zijn bij een melding omdat hij/zij kan hebben bijgedragen tot, getuige kan zijn geweest van of het slachtoffer kan zijn van een onregelmatigheid of omdat hij/zij informatie kan verstrekken als onderdeel van het door de integriteitsreferent uitgevoerde onderzoek;
- 4° alle andere noodzakelijke gegevens die door de melder zijn verstrekt of die zijn verzameld in het kader van de opdrachten van de integriteitsreferent zoals vastgesteld door de Regering die betrekking hebben tot de in de punten 1° tot en met 3° vermelde personen.

§ 2. De persoonsgegevens bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 4° die duidelijk niet relevant zijn voor de verwerking van een specifieke melding, worden niet verwerkt.

Er zijn specifieke organisatorische en technische waarborgen ingesteld door de verantwoordelijke van de verwerking om de veiligheid en niet-verspreiding ervan te garanderen.

Aan het einde van de bewaarperiode waarnaar in artikel 9 wordt verwezen, worden de persoonsgegevens samen met het volledige bestand verwijderd.

§ 3. De integriteitsreferent kan de gegevens bedoeld in paragraaf 1 rechtstreeks verkrijgen van de personeelsdiensten van de Regering van de Franse Gemeenschap of van een openbare instelling.

**Art. 7.** § 1. De integriteitsreferent geeft de persoonsgegevens bedoeld in artikel 6, § 1, alleen in de volgende gevallen door :

- 1° wanneer er uitdrukkelijke toestemming is gegeven door de persoon bedoeld bij de openbaarmaking;
- 2° hij is van mening dat de procedure bedoeld in artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering van toepassing is;
- 3° om de secretaris-generaal, in het geval van diensten van de Regering, of de leidend ambtenaar, in het geval van een openbare instelling, in kennis te stellen van de identiteit van de gemelde persoon of personen, zodat passende maatregelen kunnen worden ondernomen;
- 4° indien dit noodzakelijk en evenredig lijkt, in het kader van onderzoeken die worden uitgevoerd door de bevoegde autoriteiten voor het onderzoek naar overtredingen of in het kader van gerechtelijke procedures, met het oog op het waarborgen van de rechten van de verdediging van de betrokken personen ;
- 5° de ambtenaar voor gegevensbescherming van de verantwoordelijke van de verwerking wanneer de melding betrekking heeft op zijn opdrachten.

§ 2. Wanneer de identiteit van een persoon of enige andere informatie waaruit deze identiteit direct of indirect kan worden afgeleid, overeenkomstig paragraaf 1 kan worden overgedragen of openbaargemaakt, stelt de integriteitsreferent de persoon aan wie de overdracht of openbaarmaking zal worden gedaan, hiervan van tevoren in kennis en geeft hij de redenen die de overdracht of openbaarmaking rechtvaardigen, tenzij deze voorafgaande kennisgeving lopende onderzoeken of gerechtelijke procedures in gevaar zou brengen.

De integriteitsreferent informeert de personeelsleden die het onderwerp zijn van een melding dat er een onderzoek naar hen loopt, tenzij dit het goede verloop van het onderzoek in gevaar zou brengen.

**Art. 8.** § 1. Wanneer het risico bestaat dat de follow-up van de melding overeenkomstig artikel 23 van de AVG wordt gehinderd, voorkomen, belemmerd of vertraagd, kan de verantwoordelijke van de verwerking bedoeld in artikel 5, § 2, bepalen dat de artikelen 12 tot en met 22 en 34 van de AVG, alsook het beginsel van transparantie van de verwerking bedoeld in artikel 5 van de AVG, niet van toepassing zijn op de in artikel 18, § 1, bedoelde verwerking.

§ 2. De beperkingen bedoeld in paragraaf 1 zijn van toepassing op interne meldingskanalen en bevoegde autoriteiten en op alle gegevens die daarbinnen worden verwerkt.

§ 3. De beperkingen gelden vanaf de datum van de melding en voor de duur van de procedure.

§ 4. De verantwoordelijke van de verwerking bedoeld in artikel 5, § 2, stelt de betrokkenen proactief in kennis van de beperkingen bedoeld in paragraaf 1 en vermeldt uitdrukkelijk de rechtsmiddelen waarin de AVG en de geldende regelgeving voorzien.

Na ontvangst van een verzoek om informatie of toegang of in het geval van een verzoek om rectificatie, zorgt de verantwoordelijke voor de verwerking bedoeld in artikel 5, § 2, na het advies van de ambtenaar voor gegevensbescherming te hebben ingewonnen, ervoor dat de verzoeker op passende wijze wordt geïnformeerd in overeenstemming met artikel 12 van de AVG.

**Art. 9.** De persoonsgegevens bedoeld in artikel 6, § 1 worden gedurende vijf jaar na het verstrijken van de periode van zeven dagen na een schriftelijke of mondelinge melding bewaard.

Om te voldoen aan wettelijke termijnen in geval van strafrechtelijke vervolging of gerechtelijke actie, worden gegevens tien jaar bewaard vanaf het verstrijken van de periode van zeven dagen na een schriftelijke of mondelinge melding.

**Art. 10.** § 1. Teneinde de beveiliging van de persoonsgegevens bedoeld in artikel 6, § 1 te waarborgen, neemt de verantwoordelijke van de verwerking bedoeld in artikel 5, § 2, ten minste specifieke maatregelen met betrekking tot de lokalen en IT-oplossingen die aan de integriteitsreferent ter beschikking worden gesteld.

§ 2. De maatregelen met betrekking tot de lokalen moeten minimaal voorzien in toegangsregelingen afhankelijk van het niveau van gegevensclassificatie.

§ 3. De maatregelen met betrekking tot IT-oplossingen moeten minimaal in de volgende elementen voorzien :

- a) beheer van beheerdersaccounts ;
- b) identificatiebeheer ;
- c) beheer van de authenticatie, passend bij de classificatie informatie ;
- d) toegangsbeheer in de beperkte IT-oplossing in overeenstemming met gegevensclassificatie ;
- e) toegangsbeheer tot broncode ;
- f) capaciteitsbeheer (monitoring en follow-up) ;
- g) beheer van kwetsbaarheden ;
- h) incidentenbeheer ;
- i) traceerbaarheidsbeheer ;
- j) netwerkbeveiligingsbeheer.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 7 maart 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
Sport en Onderwijs voor sociale promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,  
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid,  
Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,  
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

Nota

(1) Zitting 2023-2024

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 646-1 – Commissieverslag, nr. 646-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 646-3

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. - Vergadering van 6 maart 2024.